

Iran – Briefing public du Président du Comité 1737

6 mars 2013

INTERVENTION

Monsieur le Président,

A l'instar de mes collègues, je remercie l'Ambassadeur Quinlan pour la présentation du rapport trimestriel des activités du Comité créé par la résolution 1737. Je veux l'assurer du plein soutien de ma délégation dans l'exercice de ses fonctions de Président de ce Comité de sanctions au cœur du régime de non-prolifération. Nous remercions également le Groupe d'experts pour l'aide précieuse qu'il fournit aux travaux du Comité; son rôle est crucial pour veiller à ce que les sanctions adoptées par le Conseil de sécurité soient pleinement respectées. Mon pays a eu l'occasion d'accueillir le Groupe les 6 et 7 février derniers pour une visite de travail à Luxembourg.

Monsieur le Président,

Il ressort du rapport trimestriel que le Comité créé par la résolution 1737 poursuit, sur divers plans, son action en vue de limiter l'accès de l'Iran au développement de capacités nucléaires et balistiques à finalité militaire. Il est important que le Comité poursuive sur cette voie et nous appuyons pleinement les efforts qu'il déploie en ce sens.

A cet égard, nous notons avec préoccupation le récent rapport du Groupe d'experts qui conclut de manière non équivoque à la violation par l'Iran, en juillet dernier, des dispositions du paragraphe 9 de la résolution 1929, par le lancement de missiles balistiques dans le cadre d'un exercice militaire. Nous estimons qu'il ne faut pas laisser ce rapport sans réponse : une réaction du Comité s'impose.

Il en va de même pour ce qui est de l'incident des armes interceptées le 23 janvier dernier au large des côtes du Yémen : le Comité devra, à la lumière des résultats de l'enquête en cours, veiller à assurer une suite appropriée.

De la mise en œuvre effective du régime des sanctions dépend en effet aussi la crédibilité des appels adressés à l'Iran pour l'inciter à coopérer effectivement avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique. Ce n'est qu'en collaborant pleinement avec l'AIEA que l'Iran regagnera la confiance de la communauté internationale. Pour cela, l'Iran doit clarifier les nombreuses questions encore en suspens et permettre aux inspecteurs de l'AIEA d'attester la nature pacifique de son programme nucléaire.

Malheureusement, le récent rapport (21 février) de l'AIEA ne permet pas de conclure à la volonté de l'Iran d'honorer pleinement ses obligations internationales. En contravention des résolutions du Conseil de sécurité et du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, l'Iran n'a pas suspendu ses activités liées à l'enrichissement et au retraitement d'uranium. Il a, au contraire, continué à développer ses

capacités d'enrichissement en mettant en service des centrifugeuses de nouvelle génération dans le site de Natanz. La poursuite des projets liés à l'eau lourde et le refus de laisser accéder l'AIEA au site de Parchin sont tout aussi préoccupants. Dans ces conditions, il est difficile de connaître la nature précise du programme nucléaire iranien. Ceci ne contribue pas, pour le moins, à l'établissement d'un climat de confiance.

En même temps qu'il invite l'Iran à se conformer à ses obligations internationales et à faire toute la lumière sur son programme nucléaire, le Luxembourg veut aussi réaffirmer son attachement à la recherche d'une solution négociée basée sur la « double approche ».

C'est pourquoi nous nous réjouissons qu'après plusieurs mois d'interruption, des pourparlers aient pu se tenir le 26 février dernier à Almaty, entre l'Iran et le groupe E3+3, avec l'implication de la Haut-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. A cette occasion, une proposition a été mise sur la table qui vise à établir la confiance et à donner une vraie substance au dialogue. Cette proposition, si elle est acceptée, doit permettre d'avancer vers une solution de long terme, fondée sur le respect des résolutions du Conseil de sécurité et du Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

C'est notre souhait que la partie iranienne considérera de manière positive l'offre qui lui a été faite à Almaty, et que les réunions de suivi prévues le 18 mars au niveau technique et les 5 et 6 avril prochains au niveau politique permettront enfin d'enclencher une dynamique positive.

Je vous remercie de votre attention.